

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2022



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -15,926 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2022 s'élève à -15,926 Md€ contre -21,856 Md€ à fin janvier 2021 à périmètre courant.

Cette évolution (+5,930 Md€) s'explique par une

baisse des dépenses nettes de 2,188 Md€, une hausse des recettes nettes de 1,393 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 2,348 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 30,612 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,229 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,958 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,073 Md€), et du programme « Vie de l'élève » (1,075 Md€) ;

► **Mission Défense** : 5,585 Md€, essentiellement au titre du programme « Equipement des forces » (2,273 Md€), du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,925 Md€), et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,193 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 3,945 Md€, essentiellement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,111 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,758 Md€, principalement au titre du programme « Service public de l'énergie » (1,980 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin janvier 2022 s'élèvent à 30,612 Md€ contre 32,800 Md€ à fin janvier 2021 à périmètre courant.

Cette évolution (-2,188 Md€) résulte de la baisse

► **Mission Sécurités** : 1,741 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,928 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,790 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,637 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,634 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,261 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (0,980 Md€) ;

► **Mission Pouvoirs publics** : 1,013 Md€, essentiellement au titre du programme « Assemblée nationale », du programme « Sénat » et du programme « Présidence de la République » ;

► **Mission Régimes sociaux et de retraite** : 0,921 Md€, principalement au titre du programme « Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres » (0,613 Md€).

des dépenses d'intervention à hauteur de 2,343 Md€ (essentiellement la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour -2,636 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 18,725 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 14,470 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,427 Md€, dont 1,446 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement la TICFE pour 0,929 Md€ et la TICGN pour 0,515 Md€) et 0,989 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **IR net** : 2,308 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,652 Md€, dont 0,771 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 1,167 Md€ ;

► **IS net** : 0,860 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,186 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,618 Md€, principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement - DGF (-2,001 Md€).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 22,934 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin janvier 2022 s'élèvent à 22,934 Md€ contre 21,682 Md€ à fin janvier 2021 à périmètre courant. L'évolution s'élève à +1,252 Md€.

Les recettes de TVA nette sont en diminution de 0,896 Md€ (essentiellement en raison d'une baisse de TVA brute de 0,920 Md€ liée aux reversements intervenant dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale, débutés au mois de mars en 2021).

Des hausses sont constatées en recettes d'IS net pour 0,709 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de l'IS brut de 0,512 Md€), d'IR net pour 0,664 Md€ (principalement en raison d'une hausse d'IR brut de 0,474 Md€), et en autres recettes fiscales nettes pour 0,632 Md€ (principalement en raison d'une hausse des autres recettes fiscales brutes de 0,436 Md€).

Recettes non fiscales : 0,405 Md€

Les recettes non fiscales à fin janvier 2022 s'élèvent à 0,405 Md€ contre 0,608 Md€ à fin

janvier 2021 à périmètre courant, soit une évolution de -0,203 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -4,804 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin janvier 2022 s'élèvent à -4,804 Md€ contre

-5,127 Md€ à fin janvier 2021 à périmètre courant, soit une évolution de +0,323 Md€.

Fonds de concours : 0,191 Md€

Les fonds de concours à fin janvier 2022 s'élèvent à 0,191 Md€ contre 0,169 Md€ à fin janvier 2021 à

périmètre courant, soit une évolution de +0,022 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -4,039 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,010 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 5,426 Md€ (essentiellement au titre de reversements de TVA pour 2,734 Md€, de TF pour 1,285 Md€ et d'impôts locaux sur exercice précédent pour 0,756 Md€).

Le solde des comptes spéciaux à fin janvier 2022 s'élève à -4,039 Md€ contre -6,387 Md€ à fin janvier 2021 à périmètre courant.

Cette évolution (+2,348 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes de concours financiers de +2,674 Md€

(essentiellement le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour +2,157 Md€, en raison des reversements de TVA, débutés en mars en 2021, intervenant dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale).

Dettes financières de l'Etat au 31 janvier : 2 203,423 Md€

La dette financière est en augmentation de 30,614 Md€ depuis le début de l'année 2022.

Les principaux flux nets concernent les titres négociables (hausse des OAT de +25,479 Md€, et

baisse des BTF à hauteur de -4,843 Md€), ainsi que les dettes financières et autres emprunts en hausse de 9,978 Md€ (essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



	Mois	Cumul à fin janvier		Renvoi Page	
	Janvier	2022	2021 retraité		2021 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-15 926	-15 926	-21 856	-21 856	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	30 612	30 612	32 800	32 800	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	18 725	18 725	17 332	17 332	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	2 308	2 308	1 644	1 644	
- IS *	860	860	151	151	
- TVA	14 470	14 470	15 366	15 366	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 039	-4 039	-6 387	-6 387	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-4 477	170 408			16
Dette financière de l'Etat	29 848	2 203 423			17

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	1 013	1 013	994	994
Dépenses de personnel	11 706	11 706	11 381	11 381
Dépenses de fonctionnement	6 458	6 458	6 567	6 567
Charges de la dette de l'Etat	251	251	274	274
Dépenses d'investissement	2 431	2 431	2 495	2 495
Dépenses d'intervention	8 642	8 642	10 985	10 985
Dépenses d'opérations financières	111	111	104	104
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	30 612	30 612	32 800	32 800
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	22 934	22 934	21 682	21 682
Recettes non fiscales	405	405	608	608
Prélèvements sur recettes	-4 804	-4 804	-5 127	-5 127
Fonds de concours	191	191	169	169
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	18 725	18 725	17 332	17 332
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	23 529	23 529	22 458	22 458
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-11 887	-11 887	-15 469	-15 469
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-330	-330	-31	-31
Solde des comptes de concours financiers	-3 795	-3 795	-6 469	-6 469
Solde des comptes de commerce	87	87	128	128
Solde des comptes d'opérations monétaires	0	0	-18	-18
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 039	-4 039	-6 387	-6 387
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-15 926	-15 926	-21 856	-21 856



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 706	11 706	11 381	11 381
Rémunérations d'activité	6 680	6 680	6 472	6 472
Cotisations et contributions sociales	4 910	4 910	4 880	4 880
Prestations sociales et allocations diverses	117	117	29	29
AUTRES TITRES	18 906	18 906	21 419	21 419
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	1 013	1 013	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 458	6 458	6 567	6 567
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 347	2 347	2 210	2 210
Subventions pour charges de service public	4 110	4 110	4 358	4 358
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	251	251	274	274
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	251	251	274	274
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 431	2 431	2 495	2 495
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 628	1 628	1 811	1 811
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	803	803	684	684
Titre 6 - Dépenses d'intervention	8 642	8 642	10 985	10 985
Transferts aux ménages	3 447	3 447	5 306	5 306
Transferts aux entreprises	2 644	2 644	3 280	3 280
Transferts aux collectivités territoriales	861	861	764	764
Transferts aux autres collectivités	1 690	1 690	1 635	1 635
Appels en garantie	0	0	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	111	111	104	104
Prêts et avances	0	0	1	1
Dotations en fonds propres	2	2	6	6
Dépenses de participations financières	109	109	97	97
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	30 612	30 612	32 800	32 800



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2022		Cumul à fin janvier 2021
					retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€.					
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	494	202	494	202	226
Action de la France en Europe et dans le monde	206	179	206	179	203
Diplomatie culturelle et d'influence	270	7	270	7	8
Français à l'étranger et affaires consulaires	18	16	18	16	16
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	306	325	306	325	275
Administration territoriale de l'Etat	168	174	168	174	155
Vie politique ⁽¹⁾	25	20	25	20	16
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	113	131	113	131	104
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	265	261	265	261	212
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	185	181	185	181	136
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	35	34	35	34	32
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	45	46	45	46	44
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	-61	343	-61	343	365
Aide économique et financière au développement	0	119	0	119	109
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	-62	223	-62	223	257
Restitution des "biens mal acquis" ⁽²⁾	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	1 348	59	1 348	59	1 332
Liens entre la Nation et son armée ⁽³⁾	0	0	0	0	1
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation ⁽¹⁾	1 271	37	1 271	37	1 323
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	77	21	77	21	8
COHESION DES TERRITOIRES	13 001	1 637	13 001	1 637	804
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	2	0	2	0	0
Aide à l'accès au logement	13 005	1 634	13 005	1 634	799
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	4	2	4	2	3
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-10	0	-10	0	0
Politique de la ville	0	0	0	0	0
Interventions territoriales de l'Etat	1	1	1	1	1
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	53	51	53	51	47
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	35	33	35	33	30
Conseil économique, social et environnemental	0	0	0	0	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	18	17	17
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	118	108	118	108	81
Patrimoines	12	18	12	18	23
Création	26	11	26	11	1
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	77	77	77	77	0
Soutien aux politiques du ministère de la culture	4	3	4	3	57
DEFENSE	3 410	5 585	3 410	5 585	5 620
Environnement et prospective de la politique de défense	348	195	348	195	165
Préparation et emploi des forces	817	1 193	817	1 193	1 026
Soutien de la politique de la défense	2 136	1 925	2 136	1 925	1 898
Equiperment des forces	109	2 273	109	2 273	2 532
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	129	37	129	37	47
Coordination du travail gouvernemental	69	31	69	31	33
Protection des droits et libertés	51	5	51	5	14
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	8	2	8	2	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	3 535	2 758	3 535	2 758	1 253
Infrastructures et services de transports	292	114	292	114	123
Affaires maritimes	31	9	31	9	16
Paysages, eau et biodiversité	58	31	58	31	14
Expertise, information géographique et météorologie	408	136	408	136	139
Prévention des risques	75	24	75	24	13
Energie, climat et après-mines	281	92	281	92	73
Service public de l'énergie	1 980	1 980	1 980	1 980	495
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	404	367	404	367	374
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	6	6	6	6	6



unité : million d'€.	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2022		Cumul à fin janvier 2021 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
ECONOMIE	133	90	133	90	95
Développement des entreprises et régulations	91	48	91	48	53
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	32	32	32	32	32
Stratégies économiques	11	10	11	10	10
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	371	256	371	256	278
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	246	246	246	246	268
Appels en garantie de l'Etat	115	0	115	0	0
Epargne	10	10	10	10	10
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 ⁽²⁾	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 405	7 229	7 405	7 229	6 728
Enseignement scolaire public du premier degré	2 075	2 073	2 075	2 073	1 932
Enseignement scolaire public du second degré	2 966	2 958	2 966	2 958	2 822
Vie de l'élève	1 130	1 075	1 130	1 075	937
Enseignement privé du premier et du second degrés	844	827	844	827	771
Soutien de la politique de l'éducation nationale	253	169	253	169	156
Enseignement technique agricole	138	128	138	128	111
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	906	814	906	814	817
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	672	594	672	594	597
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	99	90	99	90	95
Facilitation et sécurisation des échanges	135	130	135	130	124
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	177	125	177	125	122
Immigration et asile	170	124	170	124	122
Intégration et accès à la nationalité française	7	0	7	0	0
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	0	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	0	0
JUSTICE	993	795	993	795	739
Justice judiciaire	419	321	419	321	312
Administration pénitentiaire	316	375	316	375	330
Protection judiciaire de la jeunesse	196	65	196	65	59
Accès au droit et à la justice	8	2	8	2	4
Conduite et pilotage de la politique de la justice	53	31	53	31	35
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	0	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	57	35	57	35	33
Presse et médias	57	35	57	35	33
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	94	70	94	70	56
Emploi outre-mer	33	17	33	17	16
Conditions de vie outre-mer	61	53	61	53	40
PLAN DE RELANCE	-95	152	-95	152	9
Écologie	-95	45	-95	45	8
Compétitivité	-2	99	-2	99	1
Cohésion	1	8	1	8	0
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	379	388	379	388	3 167
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	330
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	370	383	370	383	2 689
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	105
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	9	5	9	5	43
POUVOIRS PUBLICS	1 013	1 013	1 013	1 013	994
Présidence de la République	105	105	105	105	105
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	339	339	339	339	324
La Chaîne parlementaire	34	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	16	16	16	16	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2022		Cumul à fin janvier 2021 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
	unité : million d'€.				
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	14 571	3 945	14 571	3 945	4 178
Formations supérieures et recherche universitaire	12 811	3 111	12 811	3 111	3 257
Vie étudiante	673	450	673	450	465
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	278	83	278	83	38
Recherche spatiale	0	0	0	0	119
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	787	276	787	276	276
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	3	0	3	2
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	22	22	22	22
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	5 485	921	5 485	921	926
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 721	613	3 721	613	604
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	735	134	735	134	136
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 029	174	1 029	174	186
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-5	2	-5	2	21
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-5	2	-5	2	20
Concours spécifiques et administration	0	1	0	1	1
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	12 234	12 194	12 234	12 194	12 850
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	11 711	11 671	11 711	11 671	11 947
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	523	523	523	523	903
SANTE	57	33	57	33	25
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	57	33	57	33	25
Protection maladie	0	0	0	0	0
SECURITES	1 899	1 741	1 899	1 741	1 712
Police nationale	940	928	940	928	875
Gendarmerie nationale	937	790	937	790	813
Sécurité et éducation routières	2	1	2	1	1
Sécurité civile	20	22	20	22	23
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	22 098	1 261	22 098	1 261	2 221
Inclusion sociale et protection des personnes	9 755	2	9 755	2	964
Handicap et dépendance	11 724	980	11 724	980	980
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	619	279	619	279	277
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	0	0	0	0	0
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	177	23	177	23	10
Sport	172	18	172	18	10
Jeunesse et vie associative	5	5	5	5	0
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	0	0
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	29	11	29	11	2
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	0	4	0	4	2
Transformation publique ⁽¹⁾	3	4	3	4	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	0	0	0	0	0
Fonction publique	23	0	23	0	0
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques ⁽²⁾	3	3	3	3	0
TRAVAIL ET EMPLOI	1 688	342	1 688	342	405
Accès et retour à l'emploi	1 534	272	1 534	272	354
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	108	21	108	21	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0	0	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	47	48	47	48	50
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	92 263	42 806	92 263	42 806	45 650
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	80 029	30 612	80 029	30 612	32 800

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2022

⁽²⁾ Création en LFI 2022

⁽³⁾ Suppression en LFI 2022



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	7 804	7 804	7 330	7 330
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	125	125	115	115
Impôt sur les sociétés (C)	1 559	1 559	1 044	1 044
Impôt sur les sociétés	1 545	1 545	1 033	1 033
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	14	14	11	11
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 652	1 652	1 663	1 663
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	96	96	100	100
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	433	433	321	321
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	73	73	92	92
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	3	3	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	1	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	3	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	1	1	1
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	12	12	12	12
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	771	771	609	609
Taxe sur les services numériques	0	0	5	5
Taxe d'habitation sur les résidences principales	161	161	463	463
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	10	10	12	12
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Recettes diverses	89	89	45	45
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 319	1 319	1 226	1 226
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	19 241	19 241	20 161	20 161
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 427	3 427	2 994	2 994
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	111	111	62	62
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	18	18	14	14
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	3	3	7	7



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2022	2021 retraité	2021 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	286	286	297	297
Mutations à titre gratuit par décès	703	703	619	619
Contribution de sécurité immobilière	75	75	74	74
Autres conventions et actes civils	31	31	37	37
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	47	47	44	44
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	57	57	21	21
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	7	7	7	7
Timbre unique	47	47	34	34
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	55	55	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 446	1 446	1 405	1 405
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0
Amendes et confiscations	3	3	4	4
Taxe générale sur les activités polluantes	6	6	2	2
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	13	13	2	2
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	135	135	2	2
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	4	5	5
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	36	36	55	55
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	45	45	5	5
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	35	27	27
Prélèvement sur les paris sportifs	58	58	78	78
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	9	9	10	10
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	180	180	152	152
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	17	17	30	30
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	35 128	35 128	34 532	34 532
TOTAL GENERAL (net de R&D)	22 934	22 934	21 682	21 682



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	16	16	14	14
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	15	15	14	14
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	72	72	177	177
Revenus du domaine public non militaire	3	3	18	18
Autres revenus du domaine public	0	0	2	2
Revenus du domaine privé	27	27	8	8
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	42	42	149	149
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	117	117	107	107
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	115	115	106	106
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	0	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	0	0
Autres recettes diverses	0	0	0	0
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	20	20	32	32
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	1	2	2
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	8	8	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	7	7	20	20
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	4	4	1	1



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	64	64	147	147
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	14	14	61	61
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	5	5	0	0
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	1	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	42	42	38	38
Frais de poursuite	1	1	1	1
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	116	116	131	131
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	1	0	0
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	16	16	2	2
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	0	0	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	2	2	1	1
Recouvrements après admission en non-valeur	15	15	11	11
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	5	5	2	2
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	2	2	2
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	33	33	60	60
Produits divers	1	1	1	1
Autres produits divers	39	39	48	48
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	405	405	608	608



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 618	-2 618	-2 409	-2 409
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 001	-2 001	-2 032	-2 032
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	0	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-82	-82	-108	-108
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	3	3	0	0
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	-1	-1	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-239	-239	-238	-238
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	-12	-12
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-9	-9	-9
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-27	-27	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-8	-8	-8
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	4	4	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	-2	-2
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-259	-259	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 186	-2 186	-2 718	-2 718
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 804	-4 804	-5 127	-5 127
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	177	177	133	133
Fonds de concours - coopération internationale	14	14	36	36
TOTAL FONDS DE CONCOURS	191	191	169	169



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier								
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes		
			2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté
	unité : million d'€.										
Comptes d'affectation spéciale	4 996	4 666	4 996	4 860	4 860	4 666	4 829	4 829	-330	-31	-31
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	8	133	8	2	2	133	84	84	125	82	82
Développement agricole et rural	0	3	0	0	0	3	6	6	3	6	6
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	6	31	6	0	0	31	31	31	26	31	31
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	12	44	12	7	7	44	33	33	32	26	26
Participation de la France au désendettement de la Grèce	34	0	34	0	0	0	0	0	-34	0	0
Participations financières de l'Etat	61	3	61	28	28	3	107	107	-58	79	79
Pensions	4 876	4 452	4 876	4 823	4 823	4 452	4 567	4 567	-424	-256	-256
Comptes de concours financiers	9 427	5 632	9 427	9 871	9 871	5 632	3 403	3 403	-3 795	-6 469	-6 469
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	561	561	0	0	0	0	-561	-561
Avances à l'audiovisuel public	308	201	308	310	310	201	163	163	-107	-147	-147
Avances aux collectivités territoriales	9 010	5 426	9 010	8 978	8 978	5 426	3 236	3 236	-3 584	-5 741	-5 741
Prêts à des Etats étrangers	35	5	35	0	0	5	4	4	-30	4	4
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	74	0	74	23	23	0	0	0	-74	-23	-23
Comptes de commerce	503	591	503	377	377	591	506	506	87	128	128
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	77	114	77	39	39	114	2	2	36	-37	-37
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	15	13	11	11	15	13	13	2	2	2
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	2	1	1	2	1	1	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	23	95	23	16	16	95	72	72	72	56	56
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	353	356	353	306	306	356	410	410	4	104	104
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	2	6	2	3	3	6	6	6	3	3	3
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	2	1	1	1	2	2	2	1	1	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	31	0	31	0	0	0	0	0	-31	0	0
Comptes d'opérations monétaires	66	66	66	42	42	66	25	25	0	-18	-18
Emission des monnaies métalliques	1	1	1	18	18	1	2	2	0	-16	-16
Opérations avec le Fonds Monétaire International	65	65	65	24	24	65	23	23	0	-1	-1
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 993	10 955	14 993	15 151	15 151	10 955	8 762	8 762	-4 039	-6 389	-6 389
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 928	10 889	14 928	15 126	15 126	10 889	8 739	8 739	-4 039	-6 387	-6 387



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2022
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		290	-26	264
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	17	-1	16
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	27	3 797
		Total organismes à caractère financier	4 077	0	4 077
	CEPL	Régions	5 471	-279	5 192
		Départements	10 159	-30	10 128
		Communes	29 107	240	29 347
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 991	458	19 449
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 366	-5	2 360
		Autres	9 903	-567	9 337
		Total CEPL	75 996	-183	75 814
		Etablissements publics de santé	8 128	1 820	9 948
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-7 839	20 249
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	-277	23 712
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	2 035	6 807
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	-301	1 874
		Total établissements publics nationaux	59 022	-6 381	52 641
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 453	173	10 626
		Union européenne	4 042	-577	3 466
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	0	5 800	
	GIP	1 616	4	1 619	
	EPL	2 662	732	3 394	
	Autres correspondants	2 997	-40	2 957	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	21	0	21	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 096	695	13 791	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	174 815	-4 452	170 363	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	47	-2	45	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	47	-2	45	
Total Passif (A)		174 862	-4 454	170 408	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		174 861	-4 454	170 408	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2022
Titres négociables (A)	2 145 136	20 636	2 165 772
Titres négociables à moyen et long terme	1 989 757	25 479	2 015 236
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	25 479	2 015 236
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 753 395	23 218	1 776 613
- <i>taux variable</i>	208 430	2 181	210 611
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	155 379	-4 843	150 536
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-4 843	150 536
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	27 673	9 978	37 650
TOTAL (A+B+C)	2 172 809	30 614	2 203 423



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » sont, à ce stade, identiques « 2021 exécuté ». Ces chiffres seront corrigés, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiales et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.